

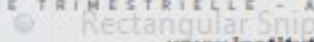


CHRISTIAN LEQUESNE : « CERTAINS VEULENT FAIRE DU ROYAUME-UNI UN NOUVEAU SINGAPOUR. ILS VONT VITE DÉCHANTER. »

# f r a n c e o r u m

10 €  
n° 72

REVUE TRIMESTRIELLE - AVRIL 2019 - NOUVELLE SÉRIE



www.institutjeanlecauet.org



## Aux marges de l'Union européenne

**Élections européennes  
2019 : vers une agora  
continentale**  
par **Cyrille Bret**

**États tiers européens :  
le brouillage  
des frontières**  
par **Cécile Rapoport**

**Les pays frontaliers  
de la Russie : histoire commune  
et conflits**  
par **David Teurtrie**

AVEC AUSSI : CANAN ATILGAN ■ LOUIS AUBERT ■ SUAD BECIROVIC ■ JÉRÔME BESHARD ■ DANAE BEZANTAKOU ■ CLAUDE BLANCHÉMAISON ■ CONSTANCE CHEVALLIER-GOVERS ■ CYRIL COULET ■ MARIA ELVIRA MENDEZ PINEDO ■ CAMILLE ESCUDÉ-JOFFRES ■ JEANNE FAGNANI ■ PHILIPPE FOLLIOD ■ THOMAS FRIANO ■ SAMUELE FURFARI ■ ANDREW GLENCROSS ■ JAKUB M. GODOZIMIRSKI ■ BENT DREVE ■ NICOLAS HAYOZ ■ JEAN-ROBERT HENRY ■ KATICA JANEVA ■ FABIEN JEANNIER ■ ANA KRSTINOVSKA ■ FRANÇOIS LAFOND ■ ANDRÉ LE GALL ■ MAXIME LEFEBVRE ■ TIM OLIVER ■ FRANCK ORBAN ■ PASCAL ORCIER ■ FLORENT PARMENTIER ■ EMILIJJA PUNDZIUTE-GALLOIS ■ ALISTAIR ROSS ■ VINCENT SIMOULIN ■ HÉLÈNE TIMOSHKIN ■ NIKOLAOS TZIFAKIS ■ BENOÎT VERMANDER ■ NICOLAS VIEL.



“La coopération transfrontalière se révèle être **un outil efficace de démocratie et de paix.**”

réciprocité entre citoyens sont indispensables. L'ouverture au monde de ces derniers est une priorité. Au-delà, l'implication et aussi l'adaptation des collectivités territoriales sont nécessaires pour résoudre les difficultés sociales et économiques qui touchent l'Union européenne. Un grand nombre de programmes européens, spécialement créés pour l'action internationale des collectivités territoriales, sont des outils efficaces au service d'une approche plus globale des questions frontalières et nationalistes. L'approche communautaire de tels problèmes est la valeur ajoutée de la gouvernance des États membres de l'Union européenne.

La politique de coopération internationale en tant que moyen d'engagement des autorités locales assure le développement des territoires. Les actions poursuivies sont basées sur le principe de réciprocité, les bénéfices profitent tant aux pays de l'UE qu'à ses partenaires extérieurs. Les liens établis construisent des relations de confiance et de compréhension mutuelles entre les collectivités locales. La solidarité est ainsi mise en évidence dans l'objectif de comprendre et d'accepter les différences sociales et humaines. Il faut comprendre que la mise en place des différents programmes de coopération



© DR

*Un grand nombre de programmes européens ont été créés pour l'action internationale des collectivités territoriales.*

internationale des autorités locales n'est pas seulement un projet, mais un processus de longue durée, avec une implication de toutes les parties prenantes. Il s'agit de créer un véritable partenariat qui implique un grand nombre d'acteurs actifs pour garantir confiance et compréhension communes.

Une des spécificités de l'action internationale des collectivités territoriales est leur autonomie de coopération dans le cadre de leur domaine de compétence. Toute collectivité a des caractéristiques uniques telles que sa position géographique et sa structure sociale, démographique, ethnique, culturelle ou économique et celles-ci lui permettent de construire des actions singulières et de s'exprimer sur la scène internationale par une approche innovante. Les différentes formes de coopération accompagnées d'actions durables et réciproques contribuent au dépassement des conflits frontalières et nationalistes. ●





# Collectivités territoriales, au-delà des frontières

PAR KATICA JANEVA

*coordinatrice des projets de l'Association européenne pour la démocratie locale (Macédoine du Nord)*

## **28 États membres qui dialoguent et agissent, mais aussi des milliers de collectivités locales !**

**E**NCOURAGER la coopération transfrontalière par l'implication des autorités locales et de la société civile s'est révélé être un outil démocratique efficace pour créer les conditions nécessaires au développement politique et social de l'Union européenne (UE) et de son voisinage.

L'Union européenne dispose d'un cadre légal pour stimuler le développement des différentes coopérations internationales des collectivités selon leur domaine de compétence. Plusieurs programmes ont été créés tels que Interreg qui vise à promouvoir la coopération entre les régions européennes et est financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) à hauteur de 7,75 milliards d'euros.

Le programme Coopération transfrontalière (CT) est un autre élément clé de la politique de l'UE à l'égard de ses voisins. Il a été établi dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage (IEV) et soutient le développement durable. Il bénéficie d'un budget de 1,052 milliard d'euros composé des contributions du FEDER et de l'IEV.

Cette action internationale s'est généralement traduite par des coopérations décentralisées telles que les jumelages entre collectivités, le dialogue transfrontalier, les programmes de coopération régionale, l'aide humanitaire et la solidarité internationale, les réseaux thématiques, etc.

Ces partenariats contribuent à la mise en place d'un réseau durable de collectivités locales fortement actives et engagées pour la solidarité et la paix. Cette coopération locale donne de bons résultats en termes d'égalité, de bien-être, de sécurité et de durabilité. Faire entendre la voix des citoyens européens par le biais de ces formes de participations civiles et légales offrent un antidote au populisme et aux mouvements antidémocratiques qui se manifestent actuellement dans toute l'Europe.

Les collectivités sont appelées par l'Union européenne à accroître leur transparence et leur responsabilité, ainsi qu'à développer des mécanismes qui impliquent efficacement les citoyens dans le processus de prise de décision. Les organisations de la société civile, comme les associations, jouent un rôle clé dans ce processus car elles constituent un lien unique entre les citoyens et leurs gouvernements locaux et régionaux. Tous ensemble, ils peuvent fournir les instruments nécessaires à une démocratie participative et renforcer les institutions démocratiques à l'échelon local.

**DÉPASSER LES CONFLITS FRONTALIERS ET NATIONALISTES.** Face à des problèmes tels que les migrations, l'insécurité, le chômage, les changements climatiques, les approches multilatérales d'échange et de